

dernières nouvelles de l'agriculture bio en Auvergne

Du 7 août au 16 octobre 2015, l'hebdomadaire de la Confédération paysanne « *Le paysan d'Auvergne* » a fait paraître une enquête sur l'agriculture bio en Auvergne. Le lait, la viande, les fabricants d'aliments, les grandes cultures, les transformateurs, les abattoirs. La chambre d'agriculture est le plus gros contributeur d'informations, mais il y a aussi le 18 septembre un beau reportage sur le salon Tech&Bio tenu dans la Drôme les 23 et 24 septembre.

C'est passionnant et désolant tout à la fois.

Enfin ! un journal agricole nous parle de la bio, mais c'est pour nous montrer combien cette agriculture donneuse de vie et de santé est (très) modestement représentée dans notre belle Auvergne. Du moins pour le consommateur impatient que je suis !

En parts de marché, une fois le produit alimentaire évalué en espèces sonnantes et trébuchantes, le lait bio d'Auvergne représente 10% du marché national, et 2% des produits transformés. Plus des $\frac{3}{4}$ des volumes de lait sont vendus dans la filière longue, c'est-à-dire « exportés » et transformés hors de notre (ancienne) région.

Que reste-t-il pour les Auvergnats ? Concrètement, où sont les vaches paissant sur un terroir plutôt accidenté, plus propice à de verts pâturages qu'à de féroces cultures arrosées aux pesticides. Sur toute l'Auvergne, il y a 176 élevages laitiers bio dont 85 sont encore en conversion. Soit 3% du cheptel laitier régional. Trois pour cent de 235070 têtes, je vous laisse faire le calcul. Diminuez encore pour le seul 63.

Le terroir est propice, et l'enquête de l'hebdomadaire souligne l'importance de l'appui donné aux éleveurs bio : 85 en conversion, presque la moitié, sont engagés dans l'aventure depuis moins de 5 ans, soit depuis le changement politique de la chambre (du seul 63) : ce n'est pas rien. Que faire de plus pour booster « le potentiel de développement important », comme dit le titre du 7 août 2015 ? Agir sur les 2 « exportateurs », Sodiaal et Biolait, ce qui est fait. Les deux, sollicités, déclarent vouloir augmenter leur collecte dans les zones où ils sont déjà présents, et à condition, précise Sodiaal, coopérative mixte, que le marché étranger s'ouvre, c'est-à-dire, comme on le devine, la Chine, donc aux prix les plus bas.

La réglementation elle aussi est propice : il y a des aides à la conversion supplémentaires (Biolait, organisation de producteurs 100% bio, ajoute 30€ pour 1000 litres pendant deux ans de conversion – sur 5). La conduite de l'exploitation est également favorable : la maîtrise du coût alimentaire est assurée par une production de fourrages sur place, les frais vétérinaires sont diminués, il faut voir les vaches bio gambader sur les bords de route, quand leurs compagnes nourries au soja OGM, au maïs VTH et à l'ensilage se traînent péniblement jusqu'à la salle de traite. Les prix sont stables et, inversement, l'augmentation de main-d'œuvre ne diminue pas la rentabilité générale. Donc, pour résumer, l'endettement est moindre. Voir conversionbio-auvergne.fr. *Le Paysan d'Auvergne* du 16 octobre donne des informations supplémentaires sur le Pôle conversion Bio Auvergne, actif sur les 4 départements ; le coût du diagnostic préalable à toute conversion en bio, le premier verrou financier actionné par les chambres d'agriculture, est pris en charge par le conseil régional ; du coup, les demandes affluent : 120 diagnostics depuis le début de l'année, et encore 110 au 20 septembre 2015, la majorité en bovins lait. Le nerf de la guerre, faut-il l'appeler ici le nerf de la paix, semble venir à bout des réticences envers la bio.

La bio sous le nuage de pollution mentale

Car, pourquoi, mais alors, pourquoi n'y a-t-il pas davantage d'exploitations laitières (et autres) bio dans notre chère Auvergne ? La première question s'adresse au système dominant sur les trois autres départements, avec une réponse simple : la FNSEA qui domine dans trois départements d'Auvergne, excepté dans le 63, n'est pas favorable aux exploitations bio et le

faisait sentir en serrant les cordons de sa bourse, si généreusement ouverte à tous les agriculteurs conventionnels. La pression idéologique générée par le syndicat majoritaire – dans toute la France - est si forte, prêchant en faveur de tout-pesticide, que le passage aux techniques bio est véritablement une conversion, un changement de mentalité, et pas seulement de pratiques. Il fallait voir le mur de vestes de cuir dont les porteurs étaient venus conspuer l'agronome Jean-Pierre Berland, qui parlait des effets néfastes des cultures OGM. Qui dit idéologie voit les défenseurs de cette idéologie, épaules contre épaules, arc-boutés sur des certitudes « scientifiques » que d'innombrables études ne cessent de démentir depuis plusieurs années. Une idéologie assise sur la charité mondiale, nourrir les affamés (en cultivant à leur place, littéralement, en les dépouillant de leurs terres), porteuse d'une modernité faite d'endettement, de poisons multiples et en fin de compte de suicides, entièrement dévouée aux intérêts des plus grosses (et hypocrites) « coopératives », type Sodiaal, Limagrain ou Avril.

Pourtant, face à cette situation solidement contrôlée, l'agriculture bio avance : Plus 4% en 2014, par rapport à 2013, en France (toujours ce retard des statistiques) ; quelques lycées agricoles, boostés par la « transition agro-écologique » lancée fin 2012 –et aussi, dans le 63, VetAgroSup - ont introduit cette spécialité dans leur formation (*Le paysan d'Auvergne*, 12 décembre 2014 et 20 février 2015). Les photos de salons bio montrent encore, immanquablement, un cheval bien poilu tirant une modeste charrue, parfois un petit tracteur, rarement une herse-étrille qui, disent les conventionnels, dans le meilleur des cas supprime juste un arrosage d'herbicides (sur 4 à 5 ou plus ?). Leit-motiv de nos médias : dénigrer, railler, renvoyer la bio « à la bougie », comme pour le nucléaire. La chape de pollution mentale est fort épaisse. Toutefois, un « Bio Meeting » a été organisé à Cournon, lors du récent sommet de l'élevage, pour permettre aux agriculteurs et aux entreprises de se rencontrer (16 octobre 2015).

L'agriculture bio avance ; cela fait un demi-siècle qu'elle encadre, encourage, conseille les pionniers du bon sens et, pour le dire à la moderne, de la valeur ajoutée. Mais, depuis quelques années, les cahiers des charges officiels diminuent sans cesse les exigences de qualité, au nom d'impératifs de rentabilité, d'exportations (ah, la Chine) et d'apitoiement pour les pauvres (la bio est si chère, n'est-ce pas ?). Pour le consommateur, les diverses associations bio françaises ajoutent leur logo à la feuille verte européenne sur les emballages, pour signaler une meilleure qualité des produits alimentaires

Nature et Progrès, bien présent dans le 63, aujourd'hui à la pointe de l'agro écologie, fait remonter sa réflexion constructive aux années 1930, dès les premiers dégâts causés par l'utilisation massive d'intrants et par la motorisation (*Le Paysan d'Auvergne*, 12 décembre 2014). Commencée en 1964, l'activité de Nature et Progrès culmine en 1991 par la reconnaissance nationale de l'agriculture biologique, et ne cesse depuis d'élargir ses exigences pour développer une agriculture qui respecte le vivant. Une agriculture sans commune mesure avec cette pâle imitation dénommée « agriculture raisonnée », inventée par le syndicat majoritaire pour leurrer les consommateurs de bonne volonté. La chape de pollution mentale est décidément bien alimentée.

Il manque toujours, disent les partisans du bio, la reconnaissance des services environnementaux apportés par l'agriculture biologique ; le maintien de la qualité de l'eau, de l'air, des sols et de la biodiversité, sans parler des bienfaits en matière de santé publique. La publicité vante les bienfaits du bifidus (une bactérie) dans les yaourts, mais s'interdit de parler de la santé des consommateurs bio (moins ou pas de pesticides dans les urines des enfants, etc). De même, protéger les captages d'eau potable en cultivant en bio le périmètre élargi de protection (loi sur l'eau de 1992 et Grenelle de l'Environnement) reste, pour le moment, aussi difficile que d'aller sur Mars !

Vive la bio, avec ou sans cheval... Et le lait, au fait, est-ce un aliment pour tous ? le réserver aux enfants jusqu'à 6 ou 8 ans, en faire une gourmandise au-delà. Et l'acheter bio, évidemment.